

327.32 (063) 1896

LIGUE INTRANSIGEANTE SOCIALISTE



Le Congrès  
international  
DE LONDRES

---



RAPPORT GÉNÉRAL

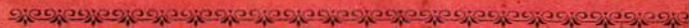
PAR

LE CITOYEN BOICERVOISE

Délégué au Congrès

---

Dix Centimes



Paris. — Imprimerie Valéry, 97, rue de Cléry.

7764

Le Congrès  
International

DE LONDRES

RAPPORT GÉNÉRAL

PAR M. J. BOURGEOIS

DE LA COMMISSION

II - internationaal / Lontoo  
1 pie



327.322

102

LIGUE INTRANSIGEANTE SOCIALISTE

Le Congrès  
international  
DE LONDRES

RAPPORT GÉNÉRAL

PAR

LE CITOYEN BOICERVOISE, L.

Délégué au Congrès

**TYÖVÄENLIIKKEEN  
KIRJASTO**

Dix Centimes

932675\*

KIRJASTO  
TYÖVÄENLIKKES

## AVANT-PROPOS

---

Le rapport sur le Congrès international de Londres, qu'on va lire plus loin, n'était pas destiné à la publicité. Il a été écrit, pour être lu en Assemblée générale de la *Ligue Intransigeante Socialiste*, par notre vaillant ami Boicervoise, chargé de renseigner les citoyens dont il avait reçu mandat avec le vétéran Maréchal, condamné de la Commune, réfugié à Londres.

Inutile donc d'y chercher un parti-pris dans le fond et dans la forme. Des révolutionnaires de la trempe des délégués de la *Ligue* n'induisent pas en erreur ceux qui les ont mandatés.

Et qu'il nous soit permis ici de leur renouveler nos félicitations. Ils ont tenu à Londres le drapeau du *vrai socialisme*, le drapeau révolutionnaire.

Boicervoise a pris plusieurs fois la parole pour défendre la cause du peuple contre les théories nouvelles de certains hommes qui ont la prétention d'incarner à eux seuls le Socialisme et qui, satisfaits de leur situation électorale, rejettent les moyens révolu-

tionnaires et préconisent une évolution progressive vers les réformes populaires, évolution qu'ils savent, les habiles amuseurs du peuple, devoir être assez lente pour leur permettre, d'occuper longtemps leur situation, de se montrer comme hommes de gouvernement et, qui sait, de.... devenir un jour ministres. Ce jour-là, peut-être se serviraient-ils, tout comme les Ferry et les Méline, des brigades centrales pour faire charger les citoyens naïfs qui leur avaient autrefois accordé leur confiance.

Ce sont ces manœuvres que notre délégué a contribué à déjouer. Nous le remercions sincèrement et nous sommes certains que la France socialiste, enfin désillusionnée, ne tardera pas à partager notre manière de voir.

La Ligue a décidé de publier ce rapport, précisément parce que ces hommes, qui à Londres se montrèrent, une fois de plus, les opportunistes du parti socialiste, n'ont pas hésité à écrire des articles de journaux et des proclamations destinés à faire approuver leur conduite par les travailleurs



qu'ils ont perfidement trompés, et ont insulté les délégués qui défendirent les intérêts du peuple aux séances du Congrès.

Nous avons voulu jeter un peu de lumière au milieu de tous ces commentaires intéressés, c'est là notre seule prétention.

Et maintenant, socialistes sincères, faisons peu de cas de la joie que peut causer à la bourgeoisie capitaliste et à sa presse stipendiée, cette discorde entre socialistes.

Peu nous importe que quelques citoyens, considérés comme chefs ou membres influents de telle école aient déserté le camp socialiste-révolutionnaire. Les troupes ne les suivront pas.

Nous croyons que l'heure est proche où les travailleurs, étroitement unis, combattront avec efficacité les gouvernants oppresseurs, sans se laisser amuser en route par de beaux diseurs intéressés.

C'est l'œuvre que nous poursuivrons sans relâche.

*Pour la Ligue intransigeante socialiste,*

VALÉRY,

Secrétaire.

*Liste des membres de la Délégation régulière  
française au Congrès Socialiste International  
tenu à Londres du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août 1896.*

Agresti	Hamon (A.)
Allemane (Jean)	Jerrold (L.)
Argyriadès	Keufer
Banham	Lavaud (J. B.)
Boicervoise (L.)	Létang
Bouanchaud	Lorcin
Bouillon	Malatesta
Bourdet	Marchand
Braun	Maréchal
Broca	Martin (Charles)
Chaughy	Meyer (Louis)
Collot (Citoyenne)	Meynet (Citoyenne)
Corn (Citoyenne)	Montagard
Cougny	Museux
Dalle (Victor)	Pacini
Darenne	Parsons
Degay	Pascal
Dejeante	Pelloutier
Delesalle	Pierrot
Delurier	Pouget
Dubois	Reece
Dubreuilh	Rémy
Dupac	Renaud
Fabérot	Rieussec
Fagnot	Robin (Paul)
Faillet	Rozier
Ferrer	Sembat
Fontaine	Simon
Gallan	Steens
Genty	Terrioux
Girard	Thierrart
Goursand	Thomas (Jules)
Grave (J.)	Tochatti
Gros	Tortelier
Groussier	Toussaint
Guérard (Eugène)	Tourot
Guérard (Ferdinand)	Vaillant
Guérineau	Vaquette
Guyon	



# RAPPORT

---

CITOYENS,

Le Parti Socialiste, doit se féliciter à tous les points de vue, qu'un Congrès International ait eu lieu à Londres, car cette ville offre à l'observation maintes constatations nécessaires, et elle évoque des comparaisons permettant de bien caractériser les luttes sociales, eu égard aux mœurs et coutumes des divers pays.

L'arrivée à Londres, surtout un dimanche, comme ce fut le cas de mes amis et moi, produit au Français et surtout au Parisien une impression d'indicible tristesse, c'est que là, le terrible et froid capitalisme allié au fanatisme religieux est tout puissant. Les intérêts de ces deux forces gouvernementales sont solidaires, car si les Ministres du culte ont le droit d'arrêter la vie d'une nation une fois la semaine, de complicité avec le pouvoir régnant, les richissimes exploiters n'y perdent rien, et le Peuple accepte cette situa-

tion, sans apercevoir l'atteinte grave portée à sa Liberté.

En Angleterre, en effet, il n'y a pas et il n'y aura de sitôt lutte contre le cléricalisme protestant.

Nous n'avons donc de ce fait rien à emprunter de ce régime à l'Angleterre, et devons nous considérer au contraire vis-à-vis de cette Nation comme privilégiés.

Mais interviennent alors les contradictions, et les leçons de liberté nous pleuvent dru sur la tête.

D'abord ceci, en Angleterre, l'on est exonéré des investigations inquisitoriales de la police, vous logez quelque part, sans que votre nom et votre état signalétique soient inscrits sur un livre destiné à vous mettre comme cela se passe en France, sous la surveillance des fonctionnaires gouvernementaux.

Dans le ressort judiciaire la liberté individuelle est bien réelle. Le flagrant délit seul peut permettre l'arrestation d'un délinquant et les lenteurs de la prévention sont épargnées à l'inculpé, car, dès l'arrestation, ledit inculpé est présenté au juge qui statue immédiatement, dans la même journée, sur la pé-

nalité.

Nous aurions donc sur cette action judiciaire, autant que sur l'abus de l'ingérence policière dans notre vie privée, motifs à revendiquer de sérieuses transformations.

Et une nouvelle constatation nous démontre combien la Liberté de réunion, qui est cependant un droit garanti par le régime et la Constitution de la République, est effectif en Angleterre, alors qu'il est soumis en France à des restrictions et des vexations qui finissent par l'annihiler.

J'ai pu voir par la grande manifestation que nous effectuâmes à travers les plus belles voies de la capitale anglaise combien ce droit de manifester est bien acquis. Oui, alors que chez nous la Police disperse brutalement trois ou quatre personnes groupées sur la voie publique, à Londres plusieurs centaines de mille personnes peuvent, avec l'exhibition de drapeaux rouges et autres, accompagnement de musique et de chants, défiler pendant une journée, arrêter la circulation, sans qu'une seule entrave soit apportée à la libre possession de ce droit à la rue. Je me rappellerai toujours cette imposante marche du Travail plus grandiose que toutes les marches militaires : ce sont les marshals

(commissaires montés) ouvrant le cortège, à cheval, avec leurs marteaux sur l'épaule, substituant à l'arme de guerre l'outil de paix et de production; les milliers d'immenses bannières avec leurs allégories bien pittoresques; les mineurs, avec leurs pics et leurs lampes, les boulangers, les tailleurs, les couteliers, enfin toute l'Industrie prenant part à cette majestueuse solennité, je relève sur une bannière portée par des ouvriers de Manchester l'inscription suivante : Paix et Liberté par le Travail, le Soldat est payé pour tuer, le bourreau est payé pour tuer ! Quelle différence ? La réponse est laissée au bon sens des partisans du Progrès social et économique. Si pareille démonstration s'était produite à Paris, les peureux exploiters du Peuple se seraient enfuis affolés appelant les foudres gouvernementales à la repression. A Londres, la classe riche saluait ceux de qui elle tient la richesse et les honneurs, ce qui en tous cas est plus humain que de les fusiller.

Et alors que, dans nos salles bien closes de réunion, il y a un fonctionnaire de la Police, ayant autorité souveraine, en Angleterre, comme je l'ai vu à Hyde Parc, sous le ciel

sans menaces d'aucune sorte, des quantités d'orateurs peuvent captiver des milliers d'auditeurs. Vous voyez que sur ce point la République française peut revendiquer la liberté et de manifestation et de réunion comme dans la Monarchie Anglaterre.

J'arrive maintenant au Congrès, et je vous présente d'abord le Palais merveilleux dans lequel les organisations ouvrières anglaises ont bien voulu nous convier. Cet établissement qui est affecté à des représentations théâtrales et musicales a été loué 8,000 francs par les Trades Unions; rien n'y manque, une quantité de salles connexes à la grande, servent pour la circonstance à réunir les commissions; un bureau de Poste (chez nous, il aurait été remplacé par des escadrons de gardes municipaux et des escouades de policiers) est mis gracieusement à la disposition des délégués avec plumes, encres, papier; l'on nous vend des timbres-poste, et toutes les heures le contenu de la boîte est enlevé par des employés vigilants. Il y a aussi des buvettes, un restaurant, des lavabos, des water closets, enfin tout le confortable non superflu, que pour une fois des travailleurs auront

entrevu, et qui, je l'espère, leur donnera le désir de l'acquiescer définitivement.

Mais l'on est surpris de voir de simples prolétaires trouver, pour une œuvre de paix et d'émancipation fraternelle internationale, des sommes aussi importantes que celles dont disposent les Trades Unions. Il résulte de mes recherches économiques, que 1° le travailleur anglais est bien privilégié relativement au travailleur français, il a moins de surmenage comme labeur, car à Londres j'ai pu remarquer que les ouvriers ne rentrent à l'atelier le matin qu'à huit heures et demie et le quittent à midi pour déjeuner, y reviennent à une heure et en sortent à cinq heures et demie, ce qui établit bien que la journée de huit heures n'a pas besoin d'être revendiquée par les syndicats d'ouvriers anglais. Il n'y a pas de travail aux pièces et conséquemment le prix de l'heure et de la journée est plus élevé que chez nous; il n'est pas rare de voir des tailleurs, menuisiers, cordonniers et autres gagner 1 shelling (1 fr. 25 c.) de l'heure. Or, la vie en ménage étant bien meilleur marché à Londres qu'à Paris, il y a certainement lieu de considérer que les ouvriers anglais sont plus favorisés, en tant que sala



riés, que les ouvriers français. Les syndicats étant, contrairement à ce qui se passe chez nous, encouragés et soutenus par les patrons, la sécurité du travail étant garantie, les cotisations tombent régulièrement dans la caisse. Joignez à cela une émulation tant soit peu orgueilleuse à se prévaloir d'augmenter son actif social, et l'on verra que si le travailleur anglais demeure subordonné des détenteurs du capital, il jouit cependant d'une plus grande somme de bien-être que les prolétaires du continent.

## LE CONGRÈS

### *Séance du Lundi*

Dans la grande salle de séance du Congrès tout est bien aménagé. De longues tables disposées entre des rangées de fauteuils s'alignent militairement; une pancarte indiquant la nationalité, émerge comme un point de ralliement, aussi se place-t-on dans le plus grand ordre, le calme des Anglais et des Allemands s'étant communiqué, suivant l'expression employée par un délégué anglais, aux plus turbulents du monde. Vous avez compris

qu'il s'agit de nos compatriotes; à vous de juger du bien fondé de cette appréciation internationale.

La séance s'ouvre par des remerciements à l'adresse des délégués qui ont répondu à l'appel des organisateurs. Un violent tumulte éclate ensuite au sujet d'exclusions anticipées d'anarchistes. Le président, un modéré anglais, met son chapeau et déclare que si on n'évacue pas la salle, la police sera requise pour procéder à cette opération.

L'on se retire dans le plus grand calme, et rendez-vous est donné à la section française pour se réunir dans la salle qui lui est affectée. A trois heures de l'après-midi, toute la délégation est donc réunie. Nous procédons à la nomination du bureau.

Sont nommés :

Président, le citoyen VAILLANT.

Secrétaire, le citoyen PÉDRON.

Nous passons ensuite à la nomination d'une commission devant vérifier les mandats acceptée sans discussion, elle est composée de membres appartenant à toutes les organisations représentées, c'est-à-dire non imprégnée de sectarisme.

Le député Gabriel Deville, sans motif

avouable, se sépare de ses collègues de la commission, se préparant déjà à la lutte haineuse et irraisonnée qu'il allait engager contre les partisans résolus de la tolérance libertaire. Les mandats furent tous acceptés sans contestations; un incident se produisit au sujet de la présence de quatre délégués sans mandats, les députés Gérault-Richard, Jaurès, Millerand et Viviani. On fit observer à ces délégués volontaires qu'on voulait bien les admettre, mais qu'ils eussent, à la suite de leur admission, à en référer à leurs comités électoraux, les priant de leur adresser par dépêche immédiate un mandat en due forme. Le pseudo délégué Millerand protesta et déclara qu'il ne ferait pas cette démarche, prétendant qu'un député qui représentait cinq à six mille électeurs avait de ce fait droit sans contestation possible, de prendre part aux délibérations d'un Congrès Socialiste.

De violents murmures s'élevèrent à l'énoncé de cette réponse tranchante, et le mutisme complet des trois autres contestés établit nettement qu'ils se solidarisaient dans le refus de Millerand.

L'on passa au vote, mon co-délégué, le vétéran Maréchal et moi, votâmes contre l'ad-

mission; il y eût majorité pour; en conséquence les quatre députés furent validés.

La délégation fut donc acceptée en bloc, et alors la situation se dessina. Le député Deville demanda la parole et, faisant allusion aux décisions du congrès de Zurich, lequel déclarait n'admettre dans les futurs congrès que des délégués acceptant comme système d'action la conquête des Pouvoirs Publics par le parlementarisme et les moyens électoraux, insista pour que la section française fût appelée par un vote à se prononcer sur la question. Il donna à l'interprétation des résolutions du congrès de Zurich une définition intéressée, outrepassant même les *desiderata* de ses auteurs.

Ce que l'on voulait donc c'était exclure, et les anarchistes et les révolutionnaires n'ayant pas foi en la conquête des pouvoirs publics par les moyens dits légaux.

Le lièvre était soulevé, les modérés parlementaires allaient commencer leur œuvre d'intolérance; les mesquins intérêts électoraux, qui n'avaient rien à faire à Londres, tenaient à se substituer à la grande et large tactique révolutionnaire. L'on nous désignait comme ennemis ceux pour lesquels les gou-

vernants confectionnaient des lois d'exception. La discussion s'ouvrit à ce sujet. Guesde, Lafargue, Rouanet prirent la parole pour appuyer la proposition Deville, d'autres la prirent contre, et, figurant parmi ceux-là, je déclarai que j'étais investi d'un mandat m'enjoignant de ne voter aucune exclusion. J'expliquai pourquoi des révolutionnaires ne pouvaient accepter la proposition Deville, et je crois que mon intervention fut utile.

Après la discussion, la délégation française émit un vote par lequel 57 voix se prononcèrent contre toute exclusion et 56 pour. Les révolutionnaires avaient la victoire sur les modérés et, à cet effet, je ferai remarquer que tous les délégués considérés comme anarchistes, représentaient des chambres syndicales, ce qui eût dû être un motif suffisant contre leur élimination.

Dès la proclamation de ce résultat, le citoyen Salembier se leva et déclara qu'en présence de cette décision, ses amis et lui n'avaient qu'à se retirer. Et, en effet, la minorité se retira, à l'exception toutefois des citoyens Vaillant, Sembat, Dejeante, Grousier, Faillet et quelques autres qui, ayant voté pour la proposition Deville, jugèrent

bon de ne pas suivre dans leur réactionnarisme ceux qu'ils sentaient compromettre l'esprit révolutionnaire français.

La majorité resta à son poste, non sans avoir eu à ressentir l'indignation de voir un membre de la minorité chercher à s'emparer des dossiers et des mandats de la Délégation; tentative qui, du reste, avorta grâce à l'énergie des citoyens qui étaient au bureau.

Il y avait besogne à faire; on s'y attela. Il fallait nommer deux membres par commission des questions à l'ordre du jour, soit seize par nationalité. La majorité, voulant en cette circonstance user de la plus grande conciliation, décida de nommer dans chaque commission un membre de la majorité et un de la minorité absente, ainsi que l'adjonction d'un troisième membre devant suppléer l'absent, au cas où l'on ne tiendrait aucun compte de notre courtoisie. Je fûs nommé à la commission de la guerre, avec Longuet de la minorité, et Guérard de la majorité comme suppléant.

L'on se sépara après ce travail, remettant au lendemain mardi, pour aviser à la rédaction d'une protestation contre l'attitude de la minorité.



*Séance du Mardi*

Président : SINGER, député allemand

Le citoyen Kevi Hardy, un des socialistes anglais les meilleurs et les plus avancés, déclare qu'il appartient à des socialistes d'être tolérants, et que l'on ne doit exclure quiconque lutte pour un avenir meilleur, pas plus les anarchistes que d'autres. Le citoyen Tom Mann, également anglais, très acclamé par ses compatriotes, déclare que, quoique non anarchiste, il est contre toute exclusion ; Sembat déclare que, pour lui, il aime encore mieux siéger auprès des anarchistes qu'auprès des Panamistes, comme c'est le cas dans le Parlement français. L'on passe au vote après une longue discussion ; les Anglais, par 223 voix contre 140, se prononcent pour l'exclusion ; la majorité française est terrassée par les Anglais et les Allemands.

En conséquence, dix-huit nations sont admises, une nation rejetée ; une nation absente.

A signaler aussi un vote par lequel les quatre députés français sans mandats furent admis, malgré l'hostilité anglaise ; l'Allemagne vota leur admission à la majorité, et la

France, grâce à la majorité, dont l'attitude correcte est à signaler, se prononça unanimement pour l'admission, donnant ainsi une leçon de tolérance à ceux qui nous avaient lâchés. Jaurès demanda alors que, puisque la section française s'était scindée, le Congrès sanctionnât la scission en votant la séparation de la France, en deux sections. L'Angleterre s'éleva contre cette prétention, et vota contre; mais les autres nations donnèrent satisfaction à Jaurès et à ses amis, et il y eût une nation, la France, composée de deux sections distinctes. Quelques exclusions furent votées; néanmoins les deux sections françaises furent admises sans exclusion, car les anarchistes, comme je l'ai déjà dit, étaient régulièrement mandatés par des organisations syndicales et, dans l'esprit de la majorité du Congrès, l'on ne devait exclure que ceux qui se déclareraient anarchistes. Bien entendu la minorité française vota contre l'admission de Tortelier et de ses amis.

A noter dans cette séance une verte réplique à l'adresse de la minorité française, du socialiste VanderVelde reprochant à ces hommes leur sectarisme, et relevant les injures à lui adressées par un ou des membres de

la minorité. Les applaudissements que nous lui prodiguâmes à cette occasion suffirent à le venger des insultes qui lui étaient lancées.

### *Séance du Mercredi*

#### DISCUSSION SUR L'ORGANISATION

Voici le rapport qui a été voté contre quelques amendements plus révolutionnaires :

1° On doit s'efforcer de créer un comité international permanent avec un secrétaire responsable, comité qui siégerait dans une des parties de l'Europe, les plus propres à son action ;

2° Un comité restreint doit être nommé par le Congrès pour rédiger des propositions, afin d'amener la réalisation du vœu présenté au n° 1, et d'en faire un rapport au Congrès ;

3° Le comité en question doit avoir le pouvoir d'agir comme un comité provisoire, pour le mouvement qui aura lieu entre la date actuelle et le prochain Congrès. Toute nationalité qui n'est pas représentée par un comité par voix élective dans ce Congrès peut envoyer un représentant pour agir jusqu'à la réunion du prochain comité ;

4° Ce Congrès reconnaît la nécessité de plus

en plus grande d'informations sur le mouvement économique international, et invite toutes les nationalités à faire tous leurs efforts pour réaliser les résolutions des congrès de Bruxelles et de Zurich, au sujet des bureaux internationaux d'informations ;

5° En raison des grandes émigrations d'Europe en Amérique et autres continents, ce qui donne à un capitalisme extrêmement concentré le moyen de réduire les salaires du travail et de triompher des résistances des ouvriers,

Le Congrès recommande que l'on s'arrange entre l'Europe et l'Amérique et les continents transocéaniques pour la distribution dans les ports européens et à bord des bateaux, pour les émigrants, de bulletins contenant les informations nécessaires, et aussi pour les agitateurs socialistes dont ces continents pourront demander le concours, afin d'organiser la portion étrangère du prolétariat.

Ce rapport a été voté à la majorité par nationalité.

L'on passe à la question Agricole.

Après une discussion entre Français, Anglais et Allemands, le rapport suivant est voté

à une grande majorité, divers amendements sont rejetés.

Les maux toujours croissants que l'exploitation capitaliste de l'agriculture entraîne pour le cultivateur du sol et pour la Société tout entière, ne disparaîtront complètement que dans une Société où le sol, aussi bien que les autres moyens de production, appartiendront à la collectivité qui les fera exploiter dans l'intérêt commun en employant les procédés de culture les plus perfectionnés.

La condition économique et la division en classes de la population agricole, dans les différents pays, présentent une diversité trop grande, pour qu'il soit possible d'adopter une formule générale qui imposerait à tous les partis ouvriers les mêmes moyens de réalisation de leur idéal commun, et qui serait applicable à toutes les classes qui ont intérêt à cette réalisation.

En conséquence,

Le Congrès déclare qu'il y a lieu de laisser aux différentes nationalités le soin de déterminer les moyens d'action les mieux adaptés à chaque pays ;

D'établir des relations internationales entre

les commissions d'études créées ou à créer dans les différents pays, afin de centraliser les documents, statistiques et autres travaux se rapportant à la question Agricole.

Après le vote de ce rapport, la séance est levée.

L'après-midi je siégeai à la commission de la Guerre, ou je fus surpris de me rencontrer avec M. Deville, il avait été nommé membre de cette commission par la majorité dissidente. Inutile de dire que nous nous trouvâmes en antagonisme sur les moyens à employer, et qu'il combattit toutes les propositions que je fis à la commission; là, *comme ailleurs, il se montra révolutionnaire repentant, et abjura à nouveau ses principes antérieurs.*

### *Séance du jeudi*

#### L'ACTION POLITIQUE

De violentes discussions sont entamées sur cette question d'autant plus passionnante, qu'elle met en demeure les partis de se prononcer catégoriquement.

Ce Congrès, *qui est déjà fatigué*, ne veut admettre aucun amendement, et, pressé d'en finir, demande le vote après lecture du rap-



port de chaque commission. Quelques citoyens de diverses nationalités, auteurs d'amendements, parviennent cependant à pouvoir les développer de vive voix, mais une obstruction systématique est faite à tous les orateurs cependant nombreux qui voudraient faire admettre des amendements préconisant les moyens révolutionnaires, et le Congrès adopte un fastidieux et amollient rapport contre lequel la délégation française, *la majorité*, dont les délégués de la Ligue font partie, a voté.

Voici ce rapport :

1° Le Congrès entend par l'action politique la lutte organisée, sous toutes les formes, pour la conquête du pouvoir politique et son usage législatif et administratif, dans l'Etat et la Commune, par la classe ouvrière et pour son émancipation ;

2° Le Congrès déclare que la conquête du Pouvoir politique est, pour les travailleurs, le moyen par excellence par lequel ils peuvent arriver à leur émancipation, à l'affranchissement de l'homme et du citoyen, par lequel ils peuvent établir la République Socialiste Internationale. Il fait appel aux travailleurs de tous les pays et les invite à s'u-

nir en un parti distinct de tous les partis politiques bourgeois., et à revendiquer :

Le suffrage universel de tous les adultes.

Le droit de voter pour chaque adulte.

Le scrutin de ballottage.

Le droit d'initiative et le *referendum* local et national ;

3° Le Congrès déclare aussi que l'émancipation de la femme est inséparable de celle des travailleurs, et il fait appel aux femmes de tous pays à l'effet de s'organiser politiquement avec les travailleurs ;

4° Le Congrès se déclare en faveur de l'autonomie de toutes les nationalités. Il fait appel aux travailleurs de tous les pays, pour combattre côte à côte, afin de jeter bas le capitalisme international.

Le Congrès déclare que, quel que soit le prétexte religieux ou soi-disant civilisateur de la politique coloniale, elle n'est que l'extension du champ d'exploitation capitaliste.

#### *Action économique et industrielle.*

Bien longs sont les considérants du rapport de cette commission ; les mêmes palliatifs sont préconisés pour opérer des transactions entre les relations du Travail et du Capital.

## RAPPORT.

Nationalisation immédiate de toutes les mines, chemins de fer, canaux. etc.

Agitation constante pour la journée de huit heures, et enfin, au point de vue théorique, les revendications contenues dans tous les cahiers électoraux socialistes des divers pays.

Le Congrès s'est prononcé contre la grève générale; les deux délégués de la Ligue Intransigeante ont voté pour l'utilité de cette action révolutionnaire.

D'énergiques amendements ont été repoussés, et le rapport de la commission a obtenu la majorité.

*Séance du vendredi.*

Présidence du citoyen VAILLANT.

La question à l'ordre du jour est la discussion sur la guerre et l'arbitrage.

Voici le rapport présenté par la commission dont je faisais partie.

En période capitaliste, les causes principales de la guerre ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les antagonismes économiques auxquels les classes dirigeantes sont poussées par le mode de production.

De même qu'elle sacrifie sans cesse la vie

et la santé des travailleurs sur le champ de bataille du travail, elle n'éprouve aucun scrupule à faire couler leur sang en vue de nouveaux débouchés.

La classe laborieuse de tous les pays a donc le devoir de s'élever contre l'oppression militaire au même titre que contre toutes les autres formes d'exploitation dont elle est victime de la part de la classe possédante.

Dans ce but elle doit conquérir la puissance politique pour abolir le mode de production capitaliste et refuser, simultanément dans tous les pays, aux gouvernements, instruments de la classe capitaliste, le *moyen de maintenir* l'ordre des choses actuel.

La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde ; elle réclame :

- 1° La suppression des armées permanentes et l'organisation de la nation armée ;
- 2° L'institution de tribunaux arbitraux chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations ;

3° La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au peuple pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la sentence arbitrale. Et ell

proteste contre le système des traités secrets.

J'avais demandé que l'on s'en tint à la suppression des armées permanentes sans adjonction d'autres phrases, faisant observer qu'après le cri : à bas les armes, il était illogique de parler d'armée nationale, laissant aux citoyens des divers pays le choix du mode d'armement qui leur conviendrait le mieux pour défendre leur liberté ; j'avais proposé d'adjoindre dans le rapport l'emploi de la grève générale, en cas de décision en faveur de la guerre, et après épuisement de tous les moyens conciliateurs, j'avais aussi demandé que l'emploi de l'action révolutionnaire fût inscrit dans le rapport. Je défendis tous ces amendements à la tribune du Congrès, mais je fus battu ainsi que tous nos amis révolutionnaires par la majorité modérée.

### *Séance du samedi.*

Il fût surtout question de savoir où le prochain Congrès se tiendrait. Après diverses discussions, il fût décidé qu'il aurait lieu en Allemagne, en 1899 ou, s'il y avait refus du gouvernement de ce pays, à Paris en 1900.

Enfin le Congrès est terminé ; l'immense orgue joue l'hymne anglais, puis la « Mar-

seillaise. » Nous entonnons la Carmagnole », ce qui donne à notre nationalité son véritable caractère.

*Conclusion.*

Je crois utile de clore ce rapport en soumettant à mes amis les réflexions que j'ai pu faire, comme délégué au Congrès de Londres. Ce Congrès, organisé par des Socialistes très modérés, aura eu cependant cela d'utile qu'il a créé un grand mouvement d'agitation dans les nations. J'ai la profonde conviction que le contact d'hommes, différents de nationalités et de mœurs, se rencontrant pour traiter des questions de paix et de travail, et de bien-être économique, contribuera essentiellement à faire disparaître le chauvinisme stupide qui, rendant les êtres humains responsables de leur naissance, les excite continuellement à s'entre-tuer. Il est certain que toutes ces mains qui se sont unies avec une sincère effusion, repugneraient à manier l'arme meurtrière contre ceux avec lesquels elles viennent de fraterniser.

On a agité au Congrès la question d'ac-



cepter une seule langue pour les rapports entre peuples, c'est-à-dire l'obligation d'enseigner dans chaque nation la langue qui serait considérée comme universelle. Si cela pouvait se faire, la Révolution sociale marcherait à toute vitesse vers son avènement, car mon opinion raisonnée est que la diversité des langues, malgré les traductions, empêche l'effet puissant que produiraient des discours entendus au même instant par tous les auditeurs.

Pour ne pas froisser certaines susceptibilités, cette question n'a pas été résolue. Il est, en effet, difficile de donner un avis qui paraîtrait être empreint de partialité de la part des auteurs de propositions. Une commission a été nommée, son verdict sera accepté. Puisse la langue française, comme j'ai presque le droit de le supposer, être acceptée.

En remerciant de tout cœur ceux qui m'ont fait l'honneur de me désigner comme délégué, je puis les assurer qu'à Londres, le parti Socialiste Révolutionnaire français s'est affirmé par sa véritable re-

présentation, tel qu'il doit être, large, pratique, et surtout prêt à toute éventualité, ne chicanant pas sur les armes à employer, pour se lancer dans la grande mêlée sociale, et c'est pour cela, chers amis, que je vous engage à persévérer dans la voie que vous m'aviez tracé pour l'exécution de ma mission, et à combattre partout, par tous les moyens dont vous pouvez disposer, les dirigeants de toutes castes. Vous ne pactiserez pas non plus avec ceux qui veulent créer un autre opportunisme dans le Socialisme. Vous vous séparerez de ceux qui contestent l'utilité de l'action révolutionnaire; ainsi nous nous conformerons tous à l'esprit de la majorité de la Délégation française à Londres, et nous évoquerons les glorieuses dates de 89, 93, 1830, 48, 71, lesquelles suffisent pour démontrer combien un peuple a le devoir de toujours compter sur sa force. Quoique admettant l'action électorale, comme le prélude agitateur, nous ne pouvons désigner une seule date, où il ait donné d'aussi favorables résultats que ceux obtenus par les soulèvements populaires. Soyons donc toujours prêts à répondre au coup de clairon de la Révolution sociale.

L. BOICERVOISE.

